

# La situation s'apaise à Kinshasa après deux jours de violences

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Un bilan provisoire de la police évoque la mort de 32 personnes

La vie a repris un cours presque normal, mercredi matin, dans la capitale congolaise Kinshasa après deux journées de pillages et d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et jeunes réclamant le départ du président Joseph Kabila. Trente-deux personnes ont été tuées lundi et mardi dans ces violences ayant éclaté en marge d'une manifestation d'opposition, avant de dégénérer en émeutes, selon un bilan communiqué mercredi par la police.

Dans les quartiers centre et sud de la capitale de la République démocratique du Congo les plus touchés par ces affrontements violents, les transports en commun fonctionnaient de nouveau. Les vendeurs à la sauvette, qui avaient dispa-

ru pendant deux jours, déambulaient de nouveau, leurs marchandises sur la tête. Les pompes à essence et les boutiques avaient majoritairement rouvert. Pas d'écoliers visibles dans les rues en revanche, les parents préférant les garder un troisième jour à la maison pour s'assurer que le calme était bien rétabli.

Les autorités et les dirigeants d'opposition se sont renvoyé mutuellement la responsabilité des violences, qui se sont muées, mardi, en une multitude

d'échauffourées opposant des jeunes à des policiers renforcés par des soldats. D'autre part, le ministère belge des Affaires étrangères recommande de limiter ses déplacements hors de la Gombe (centre-ville).

## « C'était terrible »

« C'était terrible ici hier et avant-hier, confie Christian, 21 ans, devant une boutique d'opérateur téléphonique dévalisée dans le sud de la capitale. On ne refuse pas que les gens revendiquent leurs droits, mais ce qui me fait mal, c'est qu'on ait cassé et pillé » des commerces sus-

ceptibles de donner de l'emploi à une population qui en manque cruellement, explique-t-il.

Un peu plus loin, un dépôt du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo, créé il y a deux ans par le gouvernement, a été totalement pillé. « On n'a pas de problème particulier avec le président Kabila, explique Patrick, mais nous attendons qu'il dise publiquement qu'il ne va pas se représenter, et que le président qui

lui succédera donne de l'emploi aux gens », ajoute-t-il.

Amnesty international a appelé les autorités congolaises à mener « une en-

quête approfondie, rapide, impartiale et transparente sur les morts et les violences ». Celles-ci sont survenues alors que la coalition Majorité présidentielle, des représentants de la société civile et une frange minoritaire de l'opposition négocient un accord pour tenter de sortir le pays de l'impasse électorale. Respectée au Congo pour le rôle déterminant qu'elle a joué dans l'ouverture démocratique de la décennie 1990, l'Église catholique a suspendu mardi sa participation à ce dialogue pour respecter le deuil de la population et « rechercher un consensus plus large ». (afp) ■